

À l'automne, le maintien de l'inflation à un niveau élevé et les tensions sur l'approvisionnement en énergie pèsent sur la croissance économique régionale comme nationale. Ainsi, le nombre d'heures rémunérées est proche de celui de 2019 sans parvenir à le dépasser durablement. Au troisième trimestre 2022, l'économie régionale montre cependant des signes encourageants malgré ces points de vigilance. Par conséquent, la croissance de l'emploi se confirme. Sa progression repose essentiellement sur le secteur privé, l'emploi public restant stable. Les secteurs de l'industrie et de la construction continuent à gagner des emplois. Après deux trimestres de repli, l'emploi intérimaire repart à la hausse. Le taux de chômage est stable à un niveau relativement faible. Les défaillances d'entreprises sont de plus en plus nombreuses mais demeurent encore en deçà de leur niveau d'avant-crise. Les créations d'entreprises, sociétés comme micro-entreprises, repartent à la hausse.

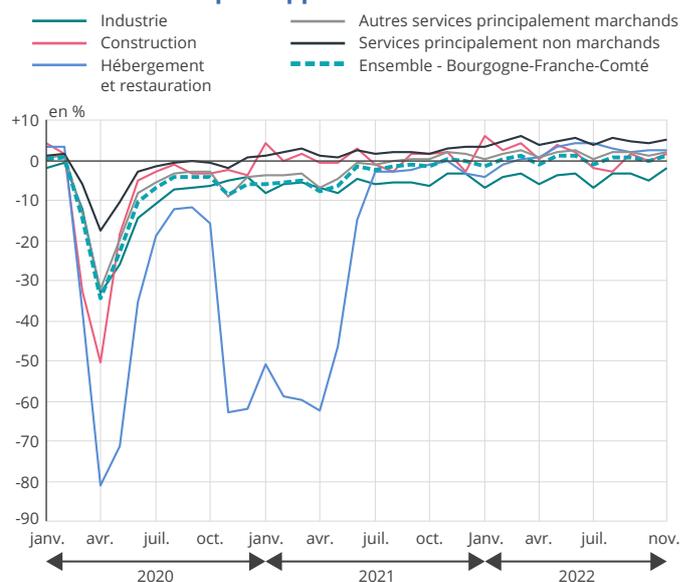
## À l'automne, le volume d'heures rémunérées progresse lentement

Les prix élevés pour beaucoup de matières premières et les craintes sur les approvisionnements en énergie pèsent sur l'activité économique nationale comme régionale. Du fait de l'accumulation de chocs exogènes, depuis l'été 2021, le nombre d'heures rémunérées stagne autour de son niveau d'avant-crise en Bourgogne-Franche-Comté. En novembre, il est supérieur de 1,1 % à 2019 alors qu'en octobre, sous l'effet notamment des grèves dans les raffineries, il était inférieur de 0,3 % ► **figure 1**.

Le volume d'heures rémunérées dans les services marchands progresse, + 2,0 % en novembre. Depuis le printemps et après une nette hausse en juin et juillet, les heures rémunérées dans l'hébergement-restauration augmentent de 2,3 % en novembre. Malgré la forte inflation, le commerce résiste et, depuis la rentrée, se situe environ 2 % au-dessus de son niveau de l'automne 2019.

Moins exposé aux chocs externes, l'activité dans les services non marchands se porte bien. Le volume d'heures rémunérées en novembre est ainsi supérieur de 4,9 % à celui de trois ans auparavant.

## ► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de 2019



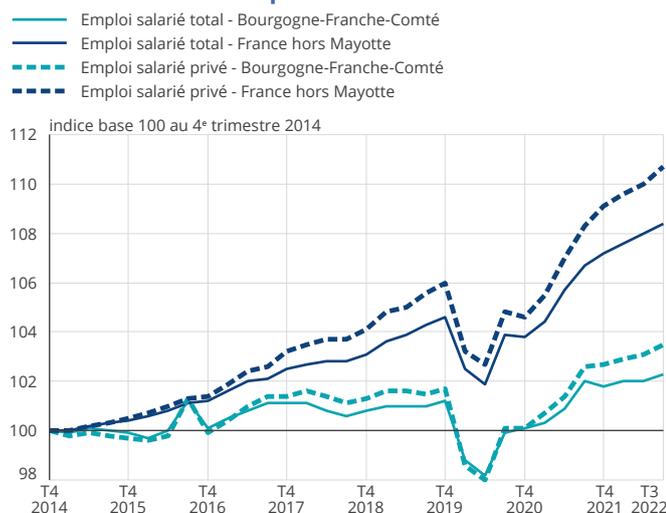
**Note :** ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.  
**Source :** Insee, Déclarations sociales nominatives.

## La croissance de l'emploi se renforce

Au troisième trimestre 2022, la progression de l'emploi salarié s'amplifie en Bourgogne-Franche-Comté (+ 0,3 %) ► **figure 2**. La région gagne un peu plus de 3 000 emplois, contre à peine plus de 600 au trimestre précédent. Cette croissance est intégralement portée par le secteur privé (+ 0,4 %). Le secteur public reste stable ce trimestre après une légère baisse au trimestre précédent. En France, l'emploi continue de progresser (+ 0,4 %) ce trimestre. Comme dans la région, cette croissance est également portée par le dynamisme de l'emploi privé (+ 0,6 %).

À l'exception de l'Yonne et de la Nièvre, tous les départements de la région profitent de cette croissance de l'emploi. Le Doubs et le Territoire de Belfort affichent les plus fortes hausses de la région, respectivement + 0,6 % et + 0,5 % ► **figure 3**.

### ► 2. Évolution de l'emploi salarié



**Notes** : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

**Champ** : emploi salarié total.

**Sources** : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf-Caisse nationale, Dares, Insee.

### L'emploi dans l'industrie continue sa progression

Dans l'industrie, la hausse de l'emploi entamée au deuxième trimestre se poursuit, avec près de 700 emplois de plus (+ 0,4 %). Tous les secteurs industriels profitent de cette croissance, y compris la fabrication de matériels de transport (+ 0,2 %). L'emploi salarié industriel progresse dans tous les départements de la région au troisième trimestre 2022, à l'exception de l'Yonne.

Les services marchands hors intérim progressent légèrement, + 0,2 % contre + 0,7 % au trimestre précédent. Parmi les principaux employeurs de ce secteur, l'hébergement-restauration et les transports perdent des effectifs ce trimestre, respectivement - 0,7 % et - 0,1 %. À l'inverse, les services aux ménages demeurent dynamiques, avec 300 emplois supplémentaires (+ 0,7 %).

En croissance continue depuis début 2020, le secteur de la construction confirme sa bonne santé. Ses effectifs augmentent de 0,2 %, soit 100 emplois en plus.

Suivant la même tendance que le secteur public, le tertiaire non-marchand est quasi stable (+ 0,1 %).

### L'emploi intérimaire rebondit

Après deux trimestres de repli, l'emploi intérimaire retrouve des couleurs au troisième trimestre 2022, avec une hausse de 3,2 %. Les effectifs intérimaires dans la construction et l'industrie connaissent les plus fortes progressions, + 6,3 % et + 4,2 %. Le tertiaire marchand gagne à nouveau des effectifs intérimaires,

notamment dans le secteur des transports et de l'entreposage (+ 9,7 %). À l'inverse, le commerce (- 2,4 %) et l'hébergement-restauration (- 8,9 %) recourent moins à l'intérim durant l'été. Les effectifs intérimaires dans le secteur tertiaire non marchand continuent à se contracter (- 5,9 %).

La majorité des départements de la région sont concernés par cette reprise. Seuls le Jura et la Côte-d'Or perdent des emplois intérimaires ce trimestre, respectivement - 1,4 % et - 1,2 %. Le Territoire de Belfort et le Doubs affichent les plus fortes hausses de l'emploi intérimaire, respectivement + 12,3 % et + 10,8 %. L'évolution de l'emploi intérimaire industriel explique en grande partie la forte hausse dans ces deux départements.

### L'emploi frontalier est toujours aussi dynamique

Au troisième trimestre 2022, le nombre de frontaliers bourguignons-francs-comtois travaillant en Suisse continue sa progression (+ 2,2 %). Il atteint près de 43 000 ce trimestre, soit 910 navetteurs de plus. Sur un an, 3 500 travailleurs supplémentaires résidant dans la région rejoignent la Suisse, soit une hausse de 8,9 %. Cette progression annuelle est la plus importante sur les dix dernières années. Près de trois quarts des frontaliers résident dans le Doubs. Ils sont 2,2 % de plus ce trimestre dans ce département. La hausse est encore plus marquée dans le Territoire de Belfort, + 2,6 %. De l'autre côté de la frontière, les cantons de Vaud, de Neuchâtel et du Jura suisse concentrent près de 90 % des navetteurs issus de la région. Durant l'été, le canton du Jura gagne 2,7 % de travailleurs frontaliers supplémentaires. Le canton de Neuchâtel et de Vaud en ont accueilli respectivement 2,1 % et 2,0 % de plus.

### ► 3. Évolutions de l'emploi salarié et du taux de chômage par département au 3<sup>e</sup> trimestre 2022

	Emploi salarié			Taux de chômage		
	Effectifs	Évolution (en %)		Taux (en %)	Évolution (en pt)	
		T3/T2	annuelle		T3/T2	annuelle
Côte-d'Or	217 700	+ 0,4	- 0,4	5,8	+ 0,1	- 0,2
Doubs	199 000	+ 0,6	+ 1,2	6,7	- 0,1	- 0,7
Jura	88 000	+ 0,1	+ 0,1	5,2	+ 0,1	- 0,2
Nièvre	64 300	- 0,1	+ 0,6	6,9	+ 0,2	+ 0,1
Haute-Saône	69 400	+ 0,4	+ 0,6	6,5	+ 0,0	- 0,4
Saône-et-Loire	192 600	+ 0,3	+ 0,7	6,4	+ 0,0	- 0,2
Yonne	109 800	- 0,2	- 0,4	6,8	- 0,1	- 0,4
Territoire de Belfort	49 800	+ 0,5	+ 1,1	8,4	- 0,1	- 0,8
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>990 600</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>6,4</b>	<b>+ 0,0</b>	<b>- 0,4</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>26 743 400</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>7,3</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,7</b>

**Note** : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

**Sources** : Insee, taux de chômage localisés, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf-Caisse nationale, Dares, Insee.

**Avertissement sur l'emploi salarié** : L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) a pu transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations ont été réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. En particulier, au troisième trimestre 2022, une bascule vers la source DSN a été opérée pour la fonction publique de l'État. Ce changement de source a pu entraîner une rupture de la saisonnalité de la mesure de l'emploi public ; les ruptures les plus nettes ont été neutralisées, mais certaines moins évidentes et plus légères peuvent subsister.

## Le taux de chômage se maintient à un niveau bas

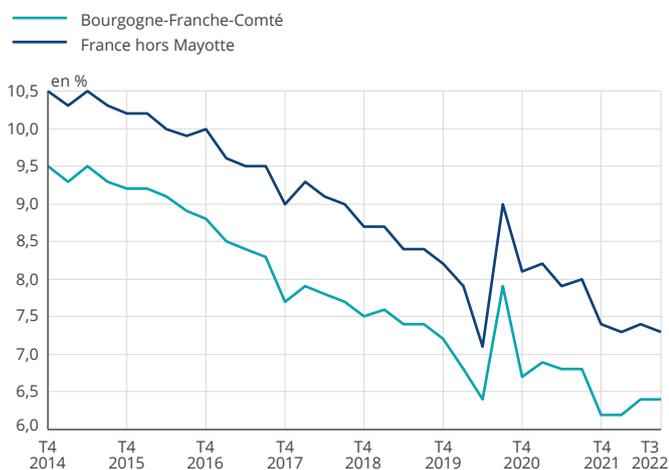
Au troisième trimestre 2022, 6,4 % de la population active est au chômage en Bourgogne-Franche-Comté, un taux inférieur de 0,9 point au niveau national ► **figure 4**. Le taux de chômage reste stable ce trimestre dans la région, tout comme au niveau national (- 0,1 point).

La Bourgogne-Franche-Comté est la cinquième région la moins touchée par le chômage, derrière la Bretagne, les Pays de la Loire, la Corse et Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Territoire de Belfort reste le seul département de la région où le taux de chômage (8,4 %) est plus élevé qu'au niveau national. Il est à l'inverse particulièrement bas dans le Jura (5,2 %) et en Côte-d'Or (5,8 %). Il avoisine la moyenne régionale dans les autres départements, allant de 6,4 % en Saône-et-Loire à 6,8 % dans l'Yonne.

Sur un an, le taux de chômage baisse de 0,4 point dans la région. Ce repli est un peu plus marqué au niveau national (- 0,7 point). Tous les départements de la région sont concernés par cette baisse, à l'exception de la Nièvre où il est quasi stable (+ 0,1 point). Le Territoire de Belfort et le Doubs enregistrent les baisses annuelles les plus importantes, respectivement - 0,8 et - 0,7 point.

### ► 4. Évolution du taux de chômage



**Note** : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

**Source** : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisés.

## Le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise

Au troisième trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B et C s'établit à 199 700 en Bourgogne-Franche-Comté. Ce chiffre est stable ce trimestre, observant ainsi la même tendance qu'au niveau national.

Les effectifs des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans toutes catégories confondues, tout comme ceux de plus de 50 ans, se stabilisent également après plus d'un an de baisse. Néanmoins, le nombre de jeunes sans aucun emploi (catégorie A) continue d'augmenter, + 2,0 % ce trimestre après +1,3 % au trimestre précédent.

Chez les femmes, le nombre de demandeuses d'emploi baisse très légèrement (- 0,5 %) alors que, chez les hommes, on observe la tendance opposée (+ 0,5 %).

La situation s'améliore également pour les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), leur nombre diminue de 1,0 %. À l'inverse, le nombre d'inscrits sans emploi (catégorie A) augmente légèrement, + 1,0 %.

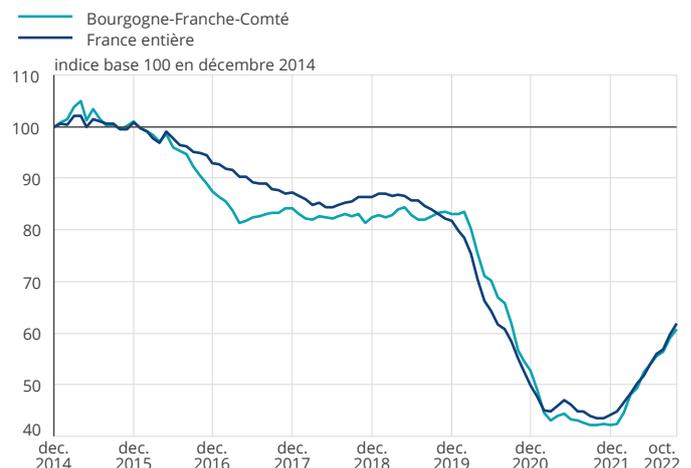
La situation des demandeurs d'emploi de longue durée continue de s'améliorer. Leur nombre recule (- 2,5 %) pour le cinquième trimestre consécutif. Avec 93 200 inscrits à Pôle emploi ce trimestre, leur nombre atteint son plus bas niveau depuis début 2015.

## Les défaillances d'entreprises augmentent mais demeurent à un niveau bas

Avec l'arrêt des mesures de soutien en trésorerie, la santé financière des entreprises est de nouveau plus sensible à la conjoncture économique ► **figure 5**. Ainsi, 1 400 défaillances sont enregistrées dans la région, soit une hausse de 10,0 % sur un an. Cette progression est légèrement moins importante qu'en France (+ 11,1 %).

Toutefois, le nombre de défaillances demeure encore très largement inférieur à son niveau de fin 2019 (- 28,8 %).

### ► 5. Évolution des défaillances d'entreprises



**Notes** : données mensuelles brutes au 05 janv. 2023, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

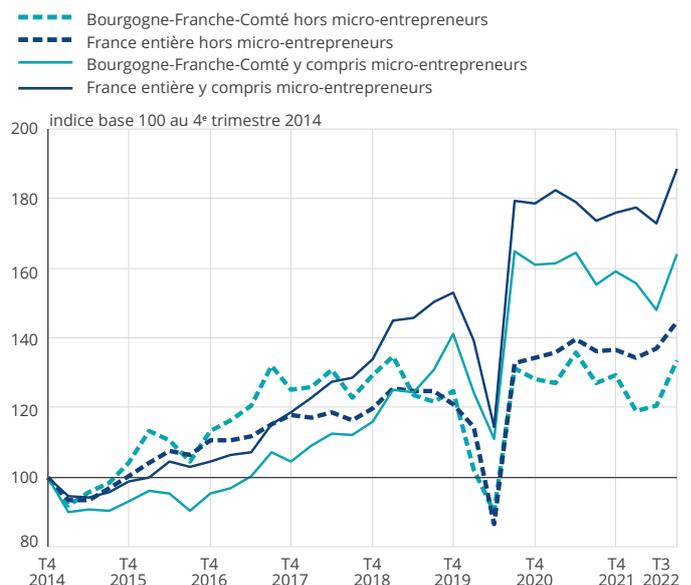
**Source** : Banque de France, Fiben.

## Les créations d'entreprises repartent à la hausse

Ce trimestre, le nombre de créations d'entreprises progresse nettement en Bourgogne-Franche-Comté (+ 10,6 %), et à un rythme plus rapide qu'au niveau national (+ 9,1 %) ► **figure 6**. Le nombre de créations est important, 8 000 immatriculations dans la région contre moins de 7 300 au trimestre précédent.

Les créations de micro-entreprises et de sociétés augmentent au même rythme (+ 10,6 % et 10,7 %).

### ► 6. Évolution des créations d'entreprises



**Champ** : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

**Note** : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

**Source** : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

## Les mises en chantier augmentent légèrement

En Bourgogne-Franche-Comté, l'activité dans le bâtiment est répartie légèrement à la hausse. Le nombre de logements commencés entre octobre 2021 et septembre 2022 atteint 10 700. Ce cumul sur douze mois augmente légèrement par rapport au trimestre précédent (+ 0,8 %), alors qu'il baisse de 1,0 % en France. Malgré ce rebond, l'activité du bâtiment dans la région est toutefois moins dynamique qu'en septembre 2021. Le nombre de logements commencés baissent fortement par rapport au troisième trimestre 2021 (- 7,0 %).

Par ailleurs, sur un an, 13 500 logements ont été autorisés à la construction dans la région. Malgré une baisse depuis le printemps, ce résultat reste au-dessus de la moyenne du nombre de logements autorisés à la construction ces cinq dernières années (12 600).

## La reprise de l'activité touristique se confirme

Au troisième trimestre 2022, la fréquentation hôtelière en Bourgogne-Franche-Comté dépasse pour la première fois son niveau d'avant-crise. Avec 2,4 millions de nuitées, elle se situe 1,3 % au-dessus de la fréquentation du même trimestre en 2019. Cette légère hausse de fréquentation est du même ordre qu'au niveau national.

Les hôtels de Bourgogne-Franche-Comté ont attiré de nombreux touristes en provenance de l'étranger durant la période estivale. La fréquentation de la clientèle non-résidente augmente ainsi de 5,6 % dans la région alors qu'elle se contracte légèrement au niveau national. En revanche, la Bourgogne-Franche-Comté est l'une des deux seules régions où la fréquentation de la clientèle résidente est en retrait ce trimestre, avec Grand Est.

Le chiffre d'affaires dans l'hôtellerie en Bourgogne-Franche-Comté retrouve également son niveau d'avant-crise pendant l'été. Le retour de la clientèle hôtelière s'accompagne de la remontée du chiffre d'affaires dans les hôtels ► **figure 7**. Il est en hausse de 9,7 % et 11,3 % en juillet et août par rapport aux mêmes mois de 2019. Cette progression est comparable à la hausse des prix de ce secteur. En juin-juillet-août 2022, l'indice des prix à la consommation dans les hôtels est 13 % au-dessus de son niveau de la même période en 2019. Ainsi, la hausse du chiffre d'affaires ne se traduit pas par un surcroît d'activité mais, est tirée par l'inflation. Dans la restauration, les chiffres d'affaires sont également en hausse de 4,9 % et 6,4 %, en août et en septembre par rapport aux mêmes mois de 2019. Cette progression est toutefois à relativiser, la hausse des prix dans ce secteur étant supérieure au mois d'août (+ 7,9 %) comme au mois de septembre (+ 8,1 %). ●

Bénédicte Piffaut (Insee)

### ► Pour en savoir plus

- Refroidissement, *Insee Note de Conjoncture*, décembre 2022.
- Au troisième trimestre 2022, l'emploi salarié augmente dans presque toutes les régions, *Insee Informations rapides*, janvier 2023.
- L'emploi s'oriente à la hausse au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, *Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté* n° 165, janvier 2023.
- Des indicateurs conjoncturels régionaux sont disponibles dans le Tableau de bord conjoncturel <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121815>

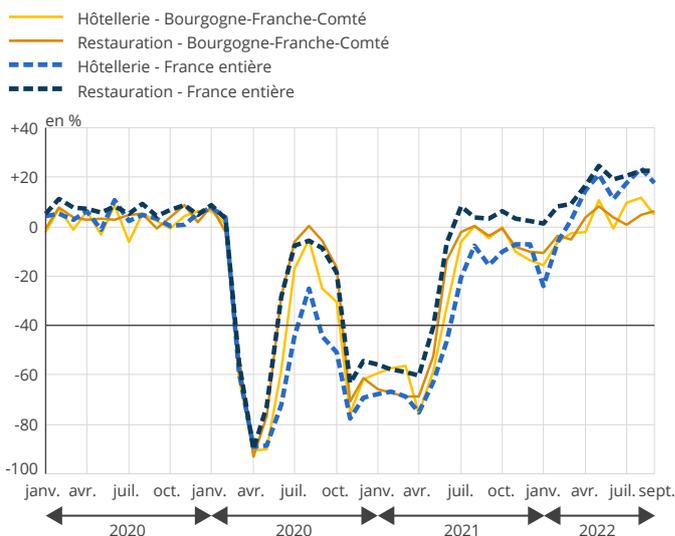
Insee Bourgogne-Franche-Comté  
5, voie Gisèle Halimi  
BP 11997  
25020 BESANÇON CEDEX

Directeur de la publication :  
Bertrand Kauffmann

Rédaction en chef :  
Marie Léger

@InseeBFC  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

## ► 7. Évolution du chiffre d'affaires dans l'hôtellerie et la restauration



**Champ** : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

**Note** : pour l'année 2019, l'évolution est calculée par rapport au même mois que l'année précédente. À partir de janvier 2020, l'évolution est calculée par rapport au même mois de 2019.

**Source** : DGFiP, Insee.



Retrouvez plus de données en téléchargement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### ► Contexte international – L'économie mondiale en ralentissement

Au troisième trimestre 2022, l'activité économique a ralenti dans la plupart des pays européens et s'est même contractée au Royaume-Uni. Le rebond ponctuel de l'activité en Chine et aux États-Unis masque quant à lui une dynamique plus générale de ralentissement économique depuis plusieurs trimestres. Les économies occidentales demeurent confrontées à des niveaux d'inflation élevés, toutefois en repli fin 2022 suite au recul des prix de marché de l'énergie depuis l'été. Les difficultés de production dans certains secteurs, en lien avec les prix énergétiques, l'augmentation du coût du crédit sous l'effet des resserrements monétaires et le manque de dynamisme de la demande mondiale pourraient contraindre l'activité économique début 2023.

### ► Contexte national – En France, ralentissement en cours

Le PIB français a ralenti au troisième trimestre 2022 (+ 0,2 % après + 0,5 %). L'activité dans les services n'a en effet plus bénéficié des effets de rattrapage ayant porté son rebond au trimestre précédent, tandis que dans l'industrie, la production d'électricité a continué de baisser. L'emploi a néanmoins conservé son dynamisme du premier semestre, porté par l'essor de l'apprentissage. Malgré les mesures de soutien au revenu des ménages, leur consommation est demeurée atone, dans un contexte où l'inflation est restée au second semestre 2022 autour de 6 % sur un an. En fin d'année, les difficultés persistantes du parc nucléaire, l'effet ponctuel des grèves dans les raffineries et la hausse des coûts de production dans certains secteurs écono-intensifs pourrait conduire à un léger fléchissement de l'activité française.

ISSN 2497 – 4609

© Insee 2023

Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur

